

Alstom et Bouygues se sont associés à un proche de Poutine lié à la mafia

11 avr. 2016 | Par [Agathe Duparc](#) et Anastasia Kirilenko
- Mediapart.fr



Iskander Makhmudov.

À la tête d'un empire minier et industriel, Iskander Makhmudov, proche de Vladimir Poutine, est l'un des principaux partenaires en Russie du groupe Alstom et de Martin Bouygues. Il est au centre d'une vaste enquête espagnole contre la mafia russe et cité dans une procédure en Allemagne. Ses partenaires français disent n'avoir jamais eu connaissance de ces faits.

Son nom ne figure pas dans les « Panama papers » et, jusqu'ici, il est toujours passé à travers les gouttes. Il appartient au cercle des proches de Vladimir Poutine, parmi ces oligarques qui raflent des commandes d'État se chiffrant en milliards et qui jonglent, dans la plus grande opacité, avec des sociétés *offshore* entre Chypre, Panama, les Seychelles ou encore les îles Vierges britanniques. À 52 ans Iskander Makhmudov, dont la fortune est estimée par [Forbes à 3,5 milliards d'euros](#), a deux profils qui apparemment ne communiquent pas.



Iskander Makhmudov

Côté face, c'est un homme d'affaires prospère et jovial disposant de solides relais en France, à la tête d'un empire minier et industriel qui ne cesse de s'étendre. Fondateur de la compagnie minière [Ural Mining and Metallurgical Company](#) (UGMK –

premier producteur de cuivre affiné en Russie et de zinc), et actionnaire majoritaire de [Transmashholding \(THM\)](#) – premier fabricant russe de matériel ferroviaire et principal fournisseur de l'opérateur étatique Russian Railways [RZD]), il est l'un des principaux partenaires en Russie d'Alstom et de Martin Bouygues (qui détient 28,9 % du capital de l'équipementier français).

Des liens se sont tissés dès la fin des années 1990, Alstom détenant aujourd'hui 33 % du capital de Transmashholding (TMH) avec à la clé de grandioses projets de modernisation des chemins de fer russes. Et cette participation pourrait prochainement augmenter comme l'a annoncé, jeudi 7 avril, Philippe Pegorier, le patron d'Alstom Russie. Une information rapportée par [Ria Novosti](#).

Philanthrope à ses heures, Iskander Makhmudov est aussi membre de [l'Association du dialogue franco-russe](#), le club pro-Kremlin fondé par l'ancien patron des chemins de fer russes Vladimir Yakunin et le député Les Républicains Thierry Mariani. Makhmudov est d'autant plus apprécié qu'il a échappé aux sanctions américaines, alors que ses liens avec le Kremlin se renforcent de jour en jour.

Mais côté pile, c'est un tout autre tableau, puisque l'homme d'affaires d'origine ouzbek apparaît dans plusieurs procédures criminelles en Europe, cette fois-ci dans le rôle de celui qui blanchit l'argent de la mafia russe. En Espagne, il a été mis en examen dans le cadre d'une vaste enquête toujours en cours et il est également cité dans une procédure en Allemagne.

C'est en 2005 que les ennuis ont commencé. La justice espagnole déclenchait alors une offensive de grande ampleur contre les barons du crime organisé de l'ex-URSS qui, à la fin des années 1990, avaient pris la mauvaise habitude de s'installer sur le littoral espagnol, de la Costa Brava à la Costa del Sol. Il y a d'abord eu [l'opération « Avispa » \(guêpe\) en 2005-2007](#), puis [« Troika »](#) en 2008 et 2009, instruites par le juge Baltasar Garzón.



Guennadi Petrov, le leader présumé du groupe mafieux Tambovskaya-Malychevskaya lors de son arrestation en 2008 en Espagne © Reuters
Une soixantaine de suspects étaient interpellés à Majorque, Malaga, Alicante, Valence et Madrid dont Guennadi Petrov, l'un des chefs présumés du groupe criminel Tambovskaya-Malychevskaya basé à Saint-Petersbourg. Il est soupçonné d'avoir blanchi 24,5 millions d'euros, argent tiré du trafic de drogue et autres activités illégales.

Les enquêteurs espagnols se sont très vite intéressés au rôle d'une société enregistrée à Alicante en 2001, Vera Metallurgica SA, qui officiellement faisait du commerce de métal, de produits alimentaires et de vêtements. Mais, comme le montre la documentation bancaire saisie, elle s'est livrée à de nombreux transferts de fonds suspects entre l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse et le Liechtenstein, ce qui aurait permis entre 2001 et 2004 de blanchir au moins 4 millions d'euros de l'argent du crime.

Les Espagnols ont découvert que Vera Metallurgica était l'une des filiales de Ural Mining and Metallurgical Company (UGMK), le fleuron minier d'Iskander Makhmudov, à l'époque également détenu par [l'oligarque Oleg Deripaska](#).

Les indices étaient suffisamment probants pour que la justice espagnole ouvre, en avril 2007, une procédure (n° 101/2007-D) visant Makhmudov et Deripaska, mis en examen pour « constitution d'une organisation criminelle », « blanchiment d'argent » et « vol de fonds publics ». Des poursuites étaient aussi lancées contre un autre personnage bien connu des milieux criminels, Mikhaïl Tchernoi, ancien magnat du métal, également lié à la fameuse Vera Metallurgica, et qui est aujourd'hui réfugié en Israël.

En 2008, lors d'une perquisition au domicile du présumé leader mafieux Guennadi Petrov, d'autres documents venaient confirmer le rôle de blanchisseuse joué par la société Vera Metallurgica.

Dans l'acte d'accusation espagnol concernant Petrov et son cercle – dont Mediapart a eu copie –, on lit aussi que « *Guennadi Petrov collaborait avec des oligarques et des hommes d'affaires* » dont Iskander Makhmudov, « *alias le Chinois* », « *qui appartient au groupe criminel Izmailovski* » (un groupe criminel moscovite qui collaborait aussi avec la Tambovskaya-Malychevskaya, précise le document) et dont la société minière UGMK a été la cible d'une lutte intense « *entre différents groupes mafieux et clans économiques dans les années 1990* », lit-on.

Des écoutes téléphoniques effectuées entre 2006 et 2008 ont pu montrer que le boss mafieux était en contact avec bien d'autres personnes : des oligarques ; des ministres ; des parlementaires, ainsi que de hauts responsables des forces de l'ordre dont Alexandre Bastrykine, un proche de Poutine devenu aujourd'hui le tout-puissant patron du Comité d'enquête.

L'enquête se poursuit puisqu'en mars 2016, l'Espagne a lancé des avis de recherche Interpol contre un député de la Douma, Vladislav Reznik, et contre le chef adjoint de la police des stupéfiants, Nikolai Aulov. « *Le groupe criminel de Petrov s'est infiltré dans les forces de l'ordre russe* », précise l'acte d'accusation. Sans surprise, la justice russe a montré très peu d'empressement à collaborer avec l'Espagne, en particulier sur le volet Deripaska-Makhmudov.

Iskander Makhmudov alias "le Chinois"

José Grinda Gonzalez, le procureur anticorruption de l'Audience nationale de Madrid (la plus haute instance juridictionnelle d'Espagne), qui supervise ces enquêtes, n'a pas baissé les bras. Mediapart a pu rencontrer en septembre dernier à Madrid ce magistrat, fin connaisseur des mafias de l'ex-URSS. Il s'était fait connaître après [la publication d'un câble diplomatique par WikiLeaks](#) en 2010 qui rapportait ses propos sur la Russie devenue, selon lui, « *un État mafieux* ».



Le procureur espagnol José

Grinda a reçu Mediapart en septembre dernier à Madrid © Anastasia Kirilenko

Il a raconté à Mediapart comment en mai 2010, après de longs pourparlers, il obtenait de se rendre à Moscou pour entendre Deripaska. Les Russes avaient exigé que l'oligarque puisse bénéficier du statut de « témoin », alors qu'il avait été mis en examen dans la procédure espagnole. Seule la menace du procureur Grinda de mettre fin à l'interrogatoire et de repartir en Espagne avait finalement eu raison de leur volonté. Deripaska niait toute implication dans des opérations de blanchiment d'argent, reconnaissant cependant avoir fait appel à l'époque aux bandits du groupe criminel Izmaïlovski (Moscou) pour bénéficier d'une "protection" ("krycha" : toit). Quant à Iskander Makhmudov, il n'a pas été auditionné, et ne le sera sans doute jamais.

Car en novembre 2011 s'est produite une chose étonnante. Le juge d'instruction espagnol Fernando Andreu, qui travaillait sur le dossier, a subitement décidé d'accéder à la demande de la Russie et de transférer la procédure Makhmudov-Deripaska à Moscou, en vertu de la « [Convention européenne sur la transmission des procédures répressives](#) » datant de 1972, qui stipule qu'un État peut demander à juger ses propres citoyens.

Depuis, l'instruction est au point mort. Le procureur Grinda ne décolère pas de ce transfert qui, dit-il, s'est déroulé derrière son dos. « *Cela s'est passé contre ma volonté, alors que j'étais en déplacement à l'étranger* », explique-t-il.

Selon lui, si la culpabilité d'Oleg Deripaska aurait sans doute été difficile à démontrer en Espagne sans l'aide des Russes, celle de Makhmudov fait peu de doute. « *Il existe des documents qui montrent ses liens directs avec la société Vera Metallurgica* », affirme-t-il. Jusqu'en 2004, le businessman était le bénéficiaire économique de Pelir Investment and Trade, enregistrée dans le paradis fiscal de Belize, une structure qui a aidé à la création de Vera Metallurgica.

En août 2014, José Grinda a adressé [une lettre de protestation à la Cour nationale d'Espagne](#), relevant qu'il n'y avait « *pas eu la moindre avancée judiciaire du côté du parquet russe* ». « *L'affaire avait été transférée en Russie, à condition qu'une enquête effective soit menée, et si ce n'est pas le cas, l'Espagne a la possibilité de demander son retour* », explique-t-il à Mediapart. Il doit dans un avenir proche se rendre en Israël pour interroger Mikhaïl Tchernoi. La preuve que ce dossier est encore bien vivant en Espagne.



Генеральная прокуратура
Российской Федерации

ул. Б. Дмитровка, 15а
Москва, Россия, ГСП-3, 125993

18.11.2014 № 34/3-334-12

На № _____



На Ваш запрос сообщая, что 10.04.2007 Центральным следственным судом № 4 Национальной аудиенции Королевства Испании в отношении Махмудова И.К., Дерипаски О.В. и иных лиц возбуждено уголовное дело №101/2007-D по ст. 515 (создание преступного сообщества), ст. 301 («отмывание» денежных средств) и ст. 305 (преступление против Государственной казны) Уголовного кодекса Королевства Испании.

Данное уголовное дело с квалификацией содеянного по ст.ст. 174, 210 УК РФ 07.12.2012 передано заместителем Генерального прокурора Российской Федерации в порядке ст.ст. 151, 459 УПК РФ для дальнейшего расследования в Следственный департамент МВД России.

Срок предварительного следствия по делу продлён до 10.02.2015.

Заместитель начальника управления по надзору
за расследованием особо важных дел

В.В. Игнашин

АО № 127126

Генеральная прокуратура Российской Федерации
№34/3-334-2012/Ил35534-14

La lettre du parquet russe

reçue en 2014 sur demande de Transparency International

L'antenne russe de l'ONG Transparency s'est aussi intéressée à l'avancée de l'enquête en Russie. En réponse, [une lettre du parquet russe, datée du 18 novembre 2014](#), confirme que la procédure était alors en cours, instruite par le département des enquêtes du ministère de l'intérieur, et que Makhmudov et Deripaska étaient toujours mis en examen pour les mêmes chefs d'inculpation.

Dans le sillage des enquêtes espagnoles, une procédure a aussi été ouverte à Stuttgart en Allemagne. Elle a abouti au procès et à la condamnation en 2010 d'un certain Alexandre Afanasiev, du groupe mafieux Izmaïlovski. Là encore, le rôle d'Iskander Makhmudov apparaît. Un témoin clé, à l'époque réfugié en Israël, a raconté par le menu comment la société financière « Blond Invest » – dont les propriétaires étaient au début des années 1990 Deripaska, Makhmudov et Tchernoi – avait pour protecteurs, mais aussi pour partenaires en affaires les membres du groupe mafieux d'Izmaïlovski.

Il expliquait que les capitaux sales provenant du racket, de la prostitution et des salles de jeu illégales avaient été réinjectés dans la société minière Ural Mining and Metallurgical Company (UGMK) avec l'aide active d'Andreï Bokarev, aujourd'hui devenu l'indéfectible partenaire de Makhmudov et actionnaire d'UGMK. Puis ces fonds avaient été définitivement blanchis au Liechtenstein *via* des fondations. Le procureur Grinda a aussi pu entendre ce témoin.

Les péripéties judiciaires d'Iskander Makhmudov, en Espagne et en Allemagne, pourtant [révélées dès 2010 par Radio Svoboda](#)

(Anastasia Kirilenko, une des deux auteures de ces lignes, avait alors eu accès à de nombreux documents), n'ont semble-t-il jamais dérangé ses partenaires français, qui ont expliqué à Mediapart ne pas avoir été au courant.



Patrick Kron, l'ancien PDG

d'Alstom. C'est sous son règne que l'équipementier français est devenu actionnaire de Transmashholding. © Reuters

Le 21 mars 2007, quelques semaines avant la mise en examen de Makhmudov en Espagne dans l'affaire Vera Metallurgica, Patrick Kron, le PDG d'Alstom, s'était rendu à Ekaterinbourg en compagnie de Martin Bouygues pour annoncer un grand projet de collaboration avec le géant UGMK. Un « memorandum de développement et de coopération » était signé. Il s'agissait alors, comme le rapportaient [de nombreux médias russes](#), de construire trois centrales au charbon dans la région, un centre d'affaires à Ekaterinbourg et un hôtel de luxe à Ekaterinbourg.

Seuls ce dernier projet a vu le jour – l'hôtel Hyatt Regency, construit par Bouygues pour 150 millions d'euros, a été inauguré en mai 2009 [en présence de l'ambassadeur français en Russie](#) –, alors que le projet de centrales au charbon a été abandonné pour une raison inconnue.

Dès l'année suivante, Alstom, alléché par la perspective d'entrer sur le grand marché des chemins de fer russes (le premier réseau d'Europe avec 85 000 kilomètres de voies, 1,3 milliard de passagers et 1,3 milliard de tonnes de fret par an), décidait de se rapprocher de Transmashholding (TMH). Cette société de construction de matériel ferroviaire, créée en 2002, était alors contrôlée à 75 % par Iskander Makhmudov et son associé Andreï Bokarev, celui-là même qui est cité dans l'enquête allemande. Une poule aux œufs d'or, puisqu'elle est le principal fournisseur de l'opérateur étatique Russian Railways (RZD) qui y détient 25 % du capital.

« Partenariat stratégique ».

En 2009, Alstom signait [un « partenariat stratégique »](#). L'objectif était de participer « à la modernisation de l'appareil industriel de TMH et au développement d'une nouvelle génération de matériel roulant adapté au marché russe », précisait un communiqué de presse enthousiaste. Puis en 2011, [le groupe français entrait au capital Transmashholding](#) (TMH), rachetant au tandem Makhmudov-Bokarev 25 % au sein de The Breakers Investment BV, à Amsterdam (Pays-Bas), la maison mère de TMH, dont la structure est un modèle d'opacité, le capital étant détenu par les deux hommes d'affaires *via* des sociétés chypriotes (voir ci-dessous).

The structure of shareholders of The Breakers Investments B.V. as at 31 December 2014 and 2013 is shown in the table below:

No.	Company	2014		2013	
		Number of shares	Ownership interest, %	Number of shares	Ownership interest, %
1	Latorio Holdings Limited	6,364	13.26	6,364	13.26
2	Silasio Trading Limited	1,200	2.5	1,200	2.5
3	Teromo Investments Limited	3,108	6.47	3,108	6.47
4	Ammonis Trading Limited	6,363	13.26	6,363	13.26
5	Mafrido Trading Limited	6,364	13.26	6,364	13.26
6	Foldlane Investments Limited	600	1.25	600	1.25
7	OJSC Russian Railways	12,001	25	12,001	25
8	Alstom Holdings	12,001	25	12,001	25
Total		48,001	100.00	48,001	100.00

structuretransmashholding

Un premier paiement de 75 millions de dollars (53 millions d'euros) était effectué, ensuite complété par d'autres versements calculés en fonction des performances de TMH sur la période 2008-2012, soit un total de 425 millions de dollars [selon Reuters](#).

« Nous sommes très fiers d'avoir été choisis par Transmashholding et ses actionnaires pour accompagner la modernisation du secteur ferroviaire russe », avait alors déclaré Patrick Kron, le PDG d'Alstom. En décembre 2015, cette participation a atteint

33 %, les 8 % supplémentaires ayant été rachetés pour 54 millions d'euros auprès de Russian Railways (RZD).



En 2011, dans une interview au quotidien "Vedomosti", Martin Bouygues détaille ses liens avec Iskander Makhmudov. © Reuters C'est Martin Bouygues (alors actionnaire d'Alstom à 30 %, contre 28,3 % aujourd'hui) qui a présenté Iskander Makhmudov à Patrick Kron, à l'époque où le projet de l'hôtel cinq étoiles à Ekaterinbourg prenait forme. Dans une [longue interview accordée en 2011 au quotidien Vedomosti](#), il évoque ses liens d'amitié et d'affaires avec Makhmudov et Bokarev, qu'il qualifie de « *grands industriels* » pour lesquels il a « *le plus grand respect* ». Et avec lesquels il fait alors régulièrement des parties de chasse en Russie.

Contacté par Mediapart, Martin Bouygues affirme n'avoir eu « *aucune connaissance de cette mise en examen* [celle de Makhmudov en Espagne – ndlr] ». « *Nous nous étions renseignés auparavant auprès des services diplomatiques, qui ne nous avaient rien signalé de particulier le concernant.* » Il dit n'avoir « *plus aucun projet en cours* » avec lui.

Alstom répond que « *les projets charbon en question* [la construction de centrales au charbon – ndlr] *n'ont pas abouti, ce qui n'est pas inhabituel dans notre industrie* » et que le groupe « *aujourd'hui recentré sur le transport ferroviaire, n'a naturellement aucun partenariat avec UGMK* ». Soulignant « *l'importance stratégique et industrielle* » du partenariat avec Transmashholding, le géant français répond n'avoir « *jamais été sollicité par quelque autorité judiciaire concernant ses partenaires russes et n'a pas été notifié à ce jour par de telles autorités de condamnations éventuelles* » (lire les réponses détaillées sous l'onglet "Prolonger" de cet article).

Quant à l'attaché de presse d'Iskander Makhmudov, Viktor Belimov, il dit lui aussi n'avoir « *jamais entendu parler d'une affaire criminelle qui implique UGMK* », ajoutant qu'il ne ferait pas d'autre commentaire.

Depuis plusieurs années, Konstantin Roubakhine se livre à un travail de compilation et d'enquête sur Iskander Makhmudov et son empire ; son blog est accessible et relayé par des journalistes et des ONG. Cet activiste écologique, originaire de Voronej, s'est d'abord battu contre [un projet d'extraction](#) de nickel par le géant minier UGMK dans la vallée de la rivière Khover, à 15 kilomètres d'une réserve naturelle. Ces lieux abritent des terres agricoles d'une grande richesse, qui pourraient être irrémédiablement polluées.

Son mouvement « [Pour la défense de Khover](#) » a organisé de nombreuses actions et manifestations dès 2012, un combat soutenu par la majorité de la population locale. Plusieurs militants sont la cible de très fortes pressions de la part des dirigeants de UGMK, accusés de sabotage et de provocation. Certains ont été tabassés et deux activistes sont poursuivis en justice, accusés d'avoir voulu extorquer de l'argent à l'entreprise minière.

Fin 2013, Roubakhine qui était directement menacé a quitté la Russie, obtenant le statut de réfugié politique en Lituanie. Sur son blog « [Pillage en Russie : histoire criminelle du grand business](#) », il a rendu compte, documents à l'appui, des procédures criminelles concernant Iskander Makhmudov en Espagne et en Allemagne.

Il enquête aussi sur la manière dont UGMK accumule ses profits en dehors de Russie, sur le compte de sociétés de négoce basées à Chypre et en Suisse, puis comment ces fonds servent à racheter des actifs en Europe. En 2015, [l'une des filiales de UGMK a pris le contrôle](#), via une structure suisse, [du groupe Gindre à Lyon](#), spécialiste mondial du conducteur cuivre pour les équipements électriques qui possède six usines de production en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Inde, en Slovaquie et en Allemagne.

Une partie des profits va aussi directement dans les poches des dirigeants, propriétaires de yachts et de biens immobiliers dans plusieurs pays européens, en particulier en France. En février dernier, Konstantin Roubakhine a mis en ligne un petit film qui détaille certaines transactions suspectes, menées via une myriade de sociétés *offshore* au Panama et ailleurs. Il vient d'être sous-titré en français :

L'enquête de Konstantin Roubakhine sur l'empire d'Iskander Makhmudov © Константин Рубахин

Le 1^{er} mars 2016, il a adressé une lettre à la procureure Éliane Houlette, qui dirige le parquet financier à Paris, lui demandant « d'examiner les activités financières sur le sol français » d'Iskander Makhmudov et Andreï Bokarev, et de trois de leurs partenaires russes. Il y fait la liste des propriétés immobilières qu'ils détiennent en France. Pour Makhmudov : deux maisons dont un domaine baptisé « L'Écossaise » à Ramatuelle, et un château en Sologne. Et pour Bokarev, une villa à Saint-Tropez, deux à Ramatuelle et un appartement à Paris. Il n'a pour l'instant reçu aucune réponse.

« L'importance de l'examen des activités de Iskander Makhmudov et Andreï Bokarev sur le territoire français est confirmée par le fait que ces personnes sont les opérateurs de l'argent d'origine criminelle internationale et, en plus, ils sont les garants financiers de hauts fonctionnaires russes », écrit l'activiste, ajoutant que depuis l'entrée en vigueur des sanctions américaines, les deux hommes d'affaires ont rendu quelques services à certains proches de Vladimir Poutine.

En mars 2014, la compagnie Kuzbassrazrezugol (second producteur de charbon russe), une filiale de UGMK dont [Bokarev est le principal actionnaire, a racheté 30 % de Kolmar](#), la société de production de charbon qui appartenait à Gunvor. Le géant du négoce cherchait à [se débarrasser de ses actifs russes](#), alors que son fondateur et coactionnaire, le Russo-Finlandais Guennadi Timtchenko et ami intime du président Poutine, avait été obligé en catastrophe de vendre ses participations, visé par les sanctions. Le même Bokarev, considéré comme l'alter ego de Makhmudov, a acquis, à l'été 2015, [74 % du terminal de produits pétroliers de Ust-Luga](#), générant du cash pour vraisemblablement permettre à Guennadi Timtchenko de récupérer sa mise.

En 2015, Makhmudov et Bokarev sont arrivés en tête de la liste du magazine *Forbes* qui, chaque année, [recense les « rois des commandes d'État »](#). Ils totalisaient à eux seuls 130,7 milliards de roubles de commandes, choisis par le métro moscovite pour un gigantesque projet de remplacement des wagons qui doit se dérouler sur 30 ans. De quoi pleinement rassurer leur partenaire français Alstom.

URL source: <https://www.mediapart.fr/journal/international/110416/alstom-et-bouygues-se-sont-associes-un-proche-de-poutine-lie-la-mafia>